

L'aviculture se penche sur son avenir économique et environnemental

Chêne Vert et Anibio ont fait cause commune cette année pour les RIPPA

Les journées RIPPA (Rencontre interprofessionnelles des pathologies aviaires) ont changé de braquet en cette année 2024! Co-organisées par les groupes vétérinaires Anibio et Chêne Vert, c'est une même journée qui a été proposée aux participants, le 4 juin à la Baule et le 6 à Agen. Un programme avec les mêmes intervenants et les mêmes thématiques pour toucher le plus grand nombre. Le but? Identifier les leviers d'une aviculture plus durable, au regard des menaces environnementales, que du point de vue du consommateur, au travers de plusieurs conférences d'experts.

Gérard Gruau, directeur de recherche émérite au CNRS a proposé un état des lieux sur le réchauffement climatique et la ressource en eau sur le territoire national. Il s'est attaché à reconsidérer la machine climatique terrestre en expliquant que c'est bien l'effet de serre qui a permis le développement de la vie sur terre. Sauf que depuis l'après Seconde Guerre mondiale, l'humanité se développe et la consommation d'énergie avec elle, multipliant ainsi par 1,5 la teneur en CO₂ dans l'atmosphère. Cela a pour conséquence la modification de l'effet de serre et donc une émission plus importante de chaleur à la surface qui est même plus rapide dans l'hémisphère nord. « On tend vers un climat plus chaud avec des pics de chaleur et moi, personnellement, j'ai horreur de la chaleur, alors on imagine bien que les poulets ne vont pas trop aimer non plus », ironise Gérard Gruau.

Et loin d'être rassurant, le schéma qui se dessine à l'horizon 2100 annonce des pics de chaleurs plus intenses et des vagues de chaleur, qui sont définies comme une succession de jours à forte température, seront plus fréquentes et avec des amplitudes plus larges pouvant aller



« L'augmentation de température n'est pas uniforme sur terre, l'hémisphère nord se réchauffe plus vite et d'autant plus qu'on se rapproche des pôles. »

Gérard Gruau, directeur de recherche émérite au CNRS

d'avril à octobre. Des risques qui amènent la profession à réfléchir aux moyens d'anticiper ces changements en mettant en place notamment de l'agroforesterie qui permettra de réguler la température sur les parcours.

Une ressource en eau qui pose question

Outre l'augmentation des températures, la ressource en eau devient aussi un véritable enjeu climatique. « Il faut se rappeler que l'eau douce ne représente que 1 % des eaux de la surface de la terre et que les deux-tiers, ce sont les glaciers. De plus, depuis 1900, on est passé d'environ 1 milliard d'habitants à plus de 8 milliards aujourd'hui. Une augmentation exponentielle de la population humaine qui exerce une forte pression sur la ressource en eau », avertit le directeur de recherche. En plus de l'augmentation de population, il faut savoir que l'augmentation de la température a un effet sur l'évaporation des océans « et 1 °C de réchauffement en plus, c'est 7 % d'humidité en plus, mais moins de pluie efficace car la pluie qui tombe s'évapore avant de toucher le sol, donc moins d'eau disponible pour les sols et la nappe phréatique », ajoute-t-il. Selon les projections, à l'horizon 2070 il y aura moins d'eau dans les cours d'eau, y compris en hiver. Là encore, la profession, consciente du problème se saisit du sujet en se questionnant sur ses consommations, sur la dépendance au réseau public en ayant une gestion intégrée mais également sur la récupération, le recyclage et la réutilisation de l'eau.

Les attendus de marché

Olivier Dauvers, journaliste et éditeur, a proposé un exposé sur la place de la volaille dans la consommation, l'alimentation et l'inflation en France. Sur ce point, il dresse trois constats. Le premier porte sur la consommation qui ne progresse plus. Il l'explique notamment par la démographie en berne avec une chute de la natalité. Le deuxième concerne la façon de consommer qui a basculé vers internet, « c'est désormais un peu plus de 150 milliards d'euros et surtout, ça ne cesse de croître. La conséquence pour l'alimentaire est importante, car contrairement à ce que vous croyez, les intérêts de la grande distribution sont parfaitement alignés avec les vôtres. Posez-vous la question, est-ce qu'un distributeur normalement constitué préfère vendre un poulet Industriel ou un poulet Label Rouge? », poursuit-il. Pour le troisième constat, le journaliste estime que les capacités commerciales continuent d'augmenter avec toujours plus de magasins ouverts et des amplitudes de travail de plus en plus importantes.

...

L'événement

...

Trois constats qui, bout à bout, expliquent la diminution des rendements commerciaux. « Résultat, ceux qui ont peur pour leur avenir vont activer le levier le plus efficace pour dériver le marché à leur profit: le prix. Le but, ce n'est pas tant de vendre des produits toujours moins cher, mais d'être le moins cher possible sur un niveau de gamme qui soit lui-même le plus élevé possible », analyse Olivier Dauvers.

Valoriser le produit acheté

Il pense également qu'au fond, il n'y a pas réellement de problème de pouvoir d'achat, mais plutôt de vouloir d'achat car sachant que tout existe, le consommateur veut tout, mais l'écart entre les deux crée de la frustration. En économie, il faut faire le pont entre frustration et consommation en se demandant où les euros disponibles du client produiront le plus d'effet et pour cela, il faut rassurer ledit client. « Le nom d'une enseigne qui a fait ses preuves en qualité de spécialiste peut être un moyen de réassurance, le spécialiste embarque naturellement avec lui de la valeur, ce qui lui permet non seulement d'attirer plus facilement le consommateur mais en plus, de vendre les produits plus chers que chez un concurrent dont la valeur est moins avérée. C'est ça la différence entre le prix et la valeur », démontre le journaliste. Si une enseigne peut produire cet effet, il en est de même pour les produits et c'est le cas pour les produits sous signe de qualité. « Si dans l'imaginaire du consommateur, il y a une différence entre un poulet standard français et un poulet standard étranger, alors ça en devient un levier pour apporter la réassurance et affirmer la différence et donc la valeur du poulet français », justifie-t-il.

Vers une réduction des émissions carbone

Après le climat et la consommation, c'est de décarbonation en aviculture dont il a été question avec Vincent Blazy, responsable du pôle environnement chez Itavi. Il démarre sa conférence par un rappel des accords de Paris qui visent à limiter le réchauffement climatique à +1,5 degré, ce qui a impliqué dans le droit français la Stratégie nationale bas carbone (SNBC). Dans ce cadre, deux points émergent, l'inventaire des émissions nationales produites, mais aussi l'empreinte qui englobe ces émissions nationales avec les émissions importées, déduites des émissions exportées. « Ce sont là les perspectives de diminution avec pour objectif national, en 2050, d'arriver à une neutralité carbone avec autant d'émissions que

de séquestration du carbone. Mais on voit que tous les secteurs ne sont pas logés à la même enseigne. L'agriculture se distingue de manière assez forte, car elle devra réduire de 46 % ses émissions à 2050 là où les autres secteurs devront être à la neutralité à cette même échéance », montre Vincent Blazy. La séquestration carbone est également un levier important dans lequel l'agriculture a un rôle à jouer et c'est la sylviculture qui assurera le plus gros (environ 70 %) de la séquestration carbone agricole. « À ce jour, agriculture et sylviculture émettent 86 millions de tonnes de CO₂. En 2050, ce sont 80 millions de tonnes qui sont attendues, toute activité confondue », avertit-il.

Un outil pour aider les éleveurs

Le meilleur moyen de progresser est de quantifier le point de départ. Pour ce faire, les éleveurs peuvent compter sur l'outil CAPZER® qui a pour but d'effectuer un calcul automatisé des performances environnementales pour des exploitations responsables. Il sera aussi un outil de monitoring environnemental avec plusieurs objectifs. Sensibiliser, évaluer, positionner et proposer des leviers d'action pour accompagner la transition. « Avec cet outil, les éleveurs auront des indicateurs d'impact environnementaux, les contributions au changement climatique, les émissions de gaz à effet de serre, les consommations d'énergie, la qualité de l'air associée aux émissions notamment d'ammoniacque et la qualité de l'eau à la suite des rejets d'azote, de phosphore ou de produits phytos. Autre point très important que propose l'outil, ce sont les services rendus par l'élevage. Certes la filière a des impacts, mais elle rend également des services vis-à-vis de la biodiversité, du stockage de carbone et de la performance nourricière. Même si on veut progresser sur un plan environnemental, il ne faut pas oublier qu'un élevage, ça sert avant tout à nourrir une population », alerte le chercheur. Des points d'amélioration sont possibles, mais en termes de financement, ça se complique. La filière volaille est un petit émetteur de carbone et la SNBC va rémunérer sur une quantité de gaz à effet de serre qui n'est pas émise, ce qui limite les perspectives de financement de la filière. À ce jour, on estime la rémunération à l'éleveur à hauteur de 35 euros la tonne de carbone économisée. En revanche, les investissements nécessaires en volaille pour réduire la consommation de CO₂ sont très importants. Malgré tout, Vincent Blazy reste positif, « il ne faut pas avoir peur des objectifs de la Stratégie nationale bas carbone car nous sommes capables d'y répondre ». ● Sandrine Pelletier



« Ce qu'il faut retenir c'est que le discount fonctionne très bien, mais ce n'est pas pour autant la condamnation du premium, il faut accepter l'idée

qu'on est dans la conjugaison des deux. »

Olivier Dauvers, journaliste et éditeur, expert en sujets de consommation



« Si la neutralité carbone est attendue en France à l'horizon 2050, une exception est faite à l'agriculture qui devra toutefois diminuer ses émissions

de 46 % à cette même échéance. »

Vincent Blazy, responsable du pôle environnement chez Itavi